

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1893

REVISION DES ARTICLES 1, 26, 36, 48, 52, 60 et 61 DE LA CONSTITUTION (¹).

XLVII

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (²), PAR M. SCHOLLAERT.

MESSIEURS,

Au nom de votre Commission, j'ai l'honneur de vous présenter rapport sur les projets de revision des articles 1, 26, 36, 48, 52, 60 et 61 de la Constitution.

Le Gouvernement et les Chambres ont estimé qu'il ne suffisait pas de reviser les articles 47, 53 et 56 de la Constitution, mais qu'il fallait « saisir l'occasion du projet de revision pour étudier certaines modifications constitutionnelles d'un ordre secondaire. »

(¹) Déclarations du pouvoir législatif, n° 3, I. (*Moniteur* des 23 et 24 mai 1892, n° 144 et 145.)

Propositions de revision de l'article 26, n° 14, VI.

Règlement de procédure, n° 19, II.

Liste des membres de la Commission, n° 20, III.

Proposition de revision des articles 52 et 57, n° 22, IX.

Proposition de revision de l'article 26, n° 24, XI.

Proposition de revision des articles 47 et 48, n° 53, XX.

Amendements à la proposition de revision des articles 47 et 48, n° 41, XXVIII.

Proposition de revision de l'article 1^{er}, n° 43, XXXII.

Propositions relatives à la revision de la Constitution, n° 46, XXXIII.

Note relative aux propositions de revision contenues dans le n° 46, XXXIII, ci-dessus, n° 48, XXXV.

Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives, au 14 janvier 1893, n° 53, XLII.

Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives, au 30 janvier 1892, n° 57, XLIV.

(²) N° 20, III.

(Session extraordinaire de 1892).

Votre Commission s'est livrée à une étude attentive des diverses propositions qui ont été faites. Elle a entendu les auteurs de ces propositions, le Gouvernement a été représenté à chacune de ses séances.

Voici le résultat de son examen :

ARTICLE PREMIER.

Le texte actuel de l'article premier est ainsi conçu :

- « ART. 1^{er}. *La Belgique est divisée en provinces.*
 » *Ces provinces sont : Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la*
 » *Flandre orientale, le Hainaut, Liège, le Limbourg, le Luxembourg,*
 » *Namur, SAUF LES RELATIONS DU LUXEMBOURG AVEC LA CONFÉDÉRATION GER-*
 » *MANIQUE.*
 » *Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus*
 » *grand nombre de provinces. »*

Comme le signale la déclaration faite par le Gouvernement, dans la séance de la Chambre des Représentants du 2 février 1892, les mots « *sauf les relations du Luxembourg avec la Confédération germanique* », n'ont plus d'objet.

Ces mots, qui se trouvaient déjà dans l'article 2 de la loi fondamentale, furent reproduits dans le décret du 18 novembre 1830 par lequel le Congrès national proclamait l'indépendance du peuple belge. Ils le furent encore dans l'article 1^{er} de la Constitution parce que, disait le rapporteur, le Congrès avait déclaré son intention formelle de ne pas déroger aux relations du Luxembourg avec la Confédération germanique... et de respecter le lien qui plaçait une forteresse fameuse à la garde de cette Confédération.

Les limites du Royaume furent définitivement fixées le 19 avril 1839 par le traité des XXIV articles, qui nous enleva la ville de Luxembourg et une partie importante du Grand-Duché. Il mit fin, pour le surplus de cette province, à ses relations avec l'Allemagne.

Votre Commission est donc unanime à vous proposer la suppression de la réserve contenue dans le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la Constitution.

Elle pense, d'accord avec le Gouvernement, qu'il serait bon que la Constitution réglât le principe de l'acquisition et de la fondation de colonies. Celles-ci ne feraient pas partie du territoire national. Ce serait au législateur ordinaire de déterminer tout ce qui concernerait le régime colonial et de fixer les droits civils et politiques des populations soumises à la domination belge.

L'accroissement de notre population, le développement incessant de notre industrie, les difficultés opposées de toutes parts à l'exportation de nos produits font désirer à tous les patriotes que de nouveaux territoires soient ouverts à l'activité nationale. Nous avons été devancés dans cette voie par notre Souverain, dont l'initiative éclairée et l'opiniâtre volonté ont ouvert

à notre patrie un vaste continent dont elle pourra, quand elle le voudra et qu'elle le jugera conforme à ses intérêts, devenir la suzeraine.

La grande majorité de votre Commission est convaincue qu'il convient que la Constitution abandonne en termes exprès au législateur ordinaire le règlement du régime des colonies.

Mais elle est d'avis qu'il ne faut pas — comme le propose le Gouvernement — faire de la disposition nouvelle un article distinct. Il lui a paru préférable de ne pas modifier le numérotage des articles de la Constitution. La disposition formerait donc un paragraphe de l'article premier.

L'honorable M. Heynen proposait de dire : « *En cas d'acquisition ou de fondation de colonies, le régime de celles-ci sera réglé par la loi.* »

Et l'honorable M. Woeste : « *La loi règle, s'il y a lieu, le régime des colonies.* »

Cette dernière rédaction fut adoptée en Commission, le 26 novembre 1892, par douze voix contre deux et quatre abstentions.

Le 31 décembre suivant, le Gouvernement adressa ses propositions à la Commission. Elles portaient : « *Les colonies ou possessions d'outre-mer que la Belgique pourrait acquérir seraient régies par des lois particulières.* »

On fit remarquer que, dans toutes les dispositions de la Constitution, le présent de l'indicatif est employé et que, pour rester en concordance, il fallait employer ce temps et substituer aux mots « *pourrait* » et « *seraient* » les mots « *peut* » et « *sont* ».

Sauf cette observation, la Commission se rallia à la proposition du Gouvernement par quatorze voix contre une.

Aux yeux du membre qui émit un vote négatif, seul le législateur constituant devait pouvoir, en observant toutes les formalités indiquées à l'article 131 de la Constitution, décider de l'acquisition de colonies, tant cet acte est grave et important.

Votre Commission a cru devoir se rallier au texte proposé par le Gouvernement de préférence au texte de la Commission du Sénat. Le premier est plus large ; il ne permet pas plus que le second de voir dans l'établissement d'une colonie une extension du territoire national, dont les habitants auraient nécessairement tous les droits du citoyen belge. L'adjonction d'un tel territoire demeure régie par l'article 68 de la Constitution, tandis que le législateur ordinaire puisera dans l'article 1^{er} le droit de décider s'il y a ou non lieu d'acquérir ou de fonder une colonie.

Quant à accorder un protectorat, il a paru que ce droit existait incontestablement pour le pouvoir législatif et que s'il n'était peut-être pas nécessaire d'en faire une mention spéciale dans la Constitution, rien cependant ne s'opposait à affirmer ce droit.

Un membre a fait observer que s'il est juste que tous les Belges soient tenus de défendre le sol de la patrie, il serait inadmissible qu'ils pussent être contraints de verser leur sang ou de risquer leur vie pour la défense de possessions que l'on pourrait acquérir dans des pays lointains.

Il proposa donc de compléter ainsi le texte du Gouvernement : « *Les*

» troupes destinées à la défense de ces territoires ne pourront être recrutées
» que par des engagements volontaires. »

La Commission se rallia par dix voix contre trois à cette proposition. Il s'agit, dans sa pensée, de toutes les troupes, soit de terre, soit de marine, DESTINÉES A LA DÉFENSE DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

Elle n'entend pas exclure ainsi les secours que, dans un cas urgent, un navire ou les soldats de marine qui se trouvent à son bord pourraient donner à des troupes coloniales en grave danger.

Votre Commission vous propose donc le texte suivant :

Art. 1^{er}. La Belgique est divisée en provinces.

Ces provinces sont : Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la Flandre orientale, le Hainaut, Liège, le Limbourg, le Luxembourg et Namur.

Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de province.

Les colonies ou possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régies par des lois particulières. Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne pourront être recrutées que par des engagements volontaires.

ART. 26.

Le Roi peut refuser de sanctionner une loi; il a le droit de prendre un arrêté de dissolution des Chambres. Le Gouvernement a cru qu'il conviendrait d'attribuer au chef de l'État le droit de se mettre directement en rapport avec le corps électoral, pour lui demander son avis. Il proposa d'inscrire dans la Constitution « *une disposition remettant à la loi le soin de*
» *déterminer dans quels cas, et sous quelles conditions le Roi pourra consulter*
» *directement le corps électoral.* »

Cette idée nouvelle suscita de justes appréhensions. Cet appel direct à la nation n'était-il pas en contradiction flagrante avec le principe même du régime représentatif ? Ne constituait-il pas une première application de la législation directe ? Le pouvoir exécutif, loin d'y puiser une force nouvelle, ne se verrait-il pas contraint parfois de recourir à cette consultation ? Conserverait-il son prestige et sa liberté et, devant l'avis exprimé, ne devrait-il pas s'incliner ?

D'autre part, quelle serait désormais l'autorité des Chambres ?

Le Gouvernement, mû par les idées conciliantes dont il s'est constamment montré animé, se rendit aux vœux de la très grande majorité des députés et des sénateurs. Il déclara qu'il croyait devoir ne pas insister, tout en restant convaincu que la mesure qu'il avait proposée eût eu de bons résultats, mais qu'elle avait été mal comprise.

Cette déclaration fut reçue avec une vive satisfaction.

Cependant, la Commission était saisie de deux propositions émanant, l'une de M. Hanssens, l'autre de MM. Féron, Lepoûtre, Thiriar, Janson, Lambiotte et Richald. Elles attribuaient au Roi le droit de consultation directe dans des cas déterminés. La seconde rendait même le referendum obligatoire pour le Roi, s'il était « *réclamé par cent mille électeurs ou par cinq conseils provinciaux ou par des conseils communaux, représentant un total d'au moins un million d'habitants.* »

L'honorable M. Janson déclara, en outre, reprendre en son nom la proposition abandonnée par le Gouvernement.

La question du referendum fut donc examinée, les partisans de cette mesure y voyaient l'avantage de faire connaître, sur un point déterminé, la volonté de la masse entière de la nation, car, à leur sens, même sous un régime électoral restrictif, ce ne seraient pas les seuls électeurs, ce seraient tous les citoyens mâles et majeurs qui seraient consultés.

Le Roi, tiraillé entre les partis, pourrait s'adresser à son peuple. On aurait dès lors intérêt à éclairer la masse sur toutes les grandes questions. Le referendum deviendrait un moyen puissant de faire l'éducation politique du peuple. Aussi le droit de recourir au referendum ne devrait-il pas demeurer une prérogative exclusive du Roi, le vrai souverain, le peuple devrait, de son côté, pouvoir exiger, dans des cas déterminés, qu'on y ait recours.

Ces arguments montraient nettement les caractères et les dangers de la nouveauté préconisée. Le Gouvernement avait voulu y trouver une arme, un centre de résistance contre la démocratie, un pouvoir modérateur aux mains du Roi pour amener la réflexion et tempérer les violences du premier mouvement, et voilà que le referendum était réclamé pour étendre encore les droits de la multitude et assurer la prédominance du nombre, non seulement sur les assemblées législatives, mais encore sur le pouvoir.

C'était la méconnaissance de tous nos principes de Gouvernement ; la substitution du régime de législation directe au régime parlementaire ; le déplacement de la souveraineté nationale qui réside aujourd'hui dans les corps constitués.

C'était encore compromettre les meilleures réformes, qui ne sont pas toujours dès l'abord comprises dans les masses et dont les auteurs doivent souvent encourir et subir une impopularité momentanée.

Les trois propositions de MM. Janson, Hanssens et Féron, mises successivement aux voix, furent écartées toutes les trois par quinze voix contre trois.

Votre Commission demande le maintien de l'article 26.

ART. 36.

L'honorable M. de Hemptinne proposa une dérogation à la règle édictée par l'article 36 de la Constitution « *par l'addition d'une disposition portant* » *que les membres des deux Chambres nommés ministres ne sont pas soumis à réélection.* »

Le Gouvernement, par l'organe de M. le Ministre de l'Intérieur, tout en réservant son appréciation sur le fond de la question, déclara ne pas s'op-

poser à la prise en considération de cette proposition. Elle ne fut votée que par quarante-six voix contre quarante-quatre.

La déclaration de revision le fut par septante-huit voix contre cinquante-deux, bien que le Gouvernement eût annoncé qu'il s'y ralliait.

Les motifs invoqués par M. de Hemptinne ne manquent certes pas de fondement, mais, d'autre part, des arguments d'une incontestable valeur militent en faveur du maintien de la règle actuelle.

Le Roi a la faculté de choisir ses ministres parmi les membres des deux Chambres. Comme le fait remarquer M. Thonissen, dans son commentaire de l'article 88, cette faculté se justifie par la confiance du peuple en ceux qu'il a jugés dignes de remplir la plus haute magistrature de la Nation. Si le choix du souverain se porte sur un membre des Chambres, *« il suffit de » s'en rapporter à la sagesse du corps électoral, qui doit toujours être consulté » lorsque ses mandataires sont nommés par le Gouvernement à un emploi » salarié. »*

Vainement objectera-t-on que le chef de l'État peut choisir ses ministres en dehors du Parlement, et que même l'échec dans une élection d'un député nommé ministre n'entraîne pas pour lui la perte de son portefeuille.

Ce qui doit être sauvegardé dans le député nommé à un emploi salarié, c'est l'intégrité de son vote.

Le corps électoral n'a pas à critiquer ou à infirmer les choix du chef de l'État, il a à se prononcer sur l'acte de son élu qui accepte une fonction rétribuée.

« Il faut, comme le disait M. le comte de Kerchove de Denterghem, » éviter, pour maintenir la dignité des Chambres intacte, jusqu'au soupçon » de corruption. » (Séance du 25 février 1892, *Ann. parlem.*, p. 709.)

Votre Commission a rejeté, par dix voix contre quatre et une abstention, la proposition de revision de l'article 36, et conclu au maintien du texte actuel de cet article.

ART. 48.

« Les élections — porte l'article 48 — se font par telles divisions de » province et dans tels lieux que la loi détermine. »

Une large extension du droit de suffrage entraîne la nécessité de faciliter à tous les électeurs l'exercice de leur droit, il n'est dès lors plus pratique, on pourrait dire plus possible d'exiger que l'élection se fasse au chef-lieu d'arrondissement voire même au chef-lieu de canton. L'accès de l'un n'est souvent pas beaucoup plus aisé que l'accès de l'autre. De nombreux artisans et ouvriers devant être appelés à faire désormais partie du corps électoral, il faut leur éviter toute perte de temps injustifiée et toute occasion de dépenses. Il serait bon que le scrutin, facilement accessible, fut ouvert durant un temps annoncé et que l'électeur put ainsi choisir l'instant le plus commode pour lui d'aller émettre son suffrage.

D'autre part, il faut également éviter l'abandon simultané d'une commune par la majeure partie de sa population mâle et le trop grand concours de

monde sur un même point alors que la lutte est vive et que les passions sont fortement surexcitées.

Seul, le vote à la commune donne les facilités désirables et n'offre pas les inconvénients à éviter.

On y a objecté que le secret du vote et la liberté de l'électeur n'y trouvaient peut-être pas de suffisantes garanties.

Ces craintes ne paraissent pas justifiées : les élections communales actuelles n'ont pas, toutes proportions gardées, donné lieu à plus de plaintes, ni à plus d'abus que les élections pour la province ou les élections pour les Chambres.

Un seul cas pourrait se présenter dans les communes très peu peuplées où le nombre d'électeurs serait par trop restreint : le petit nombre de ceux-ci donnerait peut-être certaines facilités de contrôler la manière dont ils votent. — Mais cette objection a été prévenue par le Gouvernement qui, dans la formule qu'il propose, prévoit, précisément pour ce cas, la possibilité d'une exception à la règle générale du vote à la commune. — Le législateur indiquera quel est le nombre minimum d'électeurs que devra compter une commune pour former un bureau électoral distinct. Quand ce chiffre ne sera pas atteint les électeurs de cette commune seront appelés à voter dans une commune voisine.

L'inconvénient du déplacement deviendra donc l'exception et encore ce déplacement ne sera-t-il pas considérable.

Ces divers motifs ont amené la grande majorité de votre Commission, d'accord avec le Gouvernement, à vous proposer que les élections aient lieu à la commune sauf les exceptions à déterminer par la loi (douze voix contre cinq).

Le Gouvernement avait rattaché cette disposition à l'article 47. Votre Commission a pensé qu'elle serait mieux à sa place à l'article 48, elle l'y a donc reportée.

Une autre modification importante est proposée par le Gouvernement. Elle consiste à supprimer les mots « *de province* », et son but est de marquer nettement la volonté des membres des Chambres constituantes, d'enlever tout obstacle à l'introduction dans nos lois électorales soit de la représentation des intérêts, soit de la représentation proportionnelle.

Ce n'est pas une adhésion au principe de l'une ou de l'autre de ces réformes. C'est simplement l'indication que si la majorité de la nation croyait salutaire d'introduire dans nos lois l'une ou l'autre d'elles, nous voulons qu'on ne puisse pas opposer à cette innovation une objection tirée du texte d'un article de la Constitution.

Pour arriver à appliquer la représentation proportionnelle, certaines provinces ne devraient former qu'un seul collège électoral. On pourrait prétendre que l'article 48 s'oppose à des collèges aussi étendus puisqu'il veut que les élections aient lieu par *divisions de provinces*.

La représentation des intérêts repose, comme l'indique son appellation,

sur la répartition des électeurs par groupe professionnel plutôt que par divisions territoriales. Elle évite l'égalité des votes et leur confusion; elle veut que la valeur de chaque vote soit autant que possible proportionnée à l'importance de la fonction sociale de l'homme qui le dépose; elle veut que chaque intérêt important soit représenté par un mandataire chargé spécialement de le défendre.

Ici encore on aurait pu objecter aux partisans de ce système l'article 48, qui ne prévoit que des divisions territoriales et leur dire que tout autre groupement des électeurs est implicitement interdit par la Constitution.

Sans rien préjuger de l'avenir, votre Commission par douze voix contre deux et une abstention, s'est ralliée à la proposition du Gouvernement.

On pourrait croire que la disposition de l'article 48 telle qu'elle est rédigée dans le projet du Gouvernement est sans portée. Ce serait une erreur, car elle a pour but de n'accorder qu'au seul législateur le droit de déterminer les divisions électorales. Sans cette disposition, on pourrait prétendre qu'un arrêté royal serait suffisant pour les établir.

Pour préciser davantage ce but, votre Commission a modifié le texte proposé par le Gouvernement.

L'article 48 serait donc rédigé comme suit :

- « *La constitution des collèges électoraux est réglée par la loi.*
 » *Le vote a lieu à la commune.* »

ART. 52.

Dans sa déclaration du 1^{er} février 1892 (*Documents*, n° 86), le Gouvernement trouve désirable que l'article 52 soit modifié :

- « 1^o Quant à la fixation du taux de l'indemnité, qui devrait être mis en rapport avec l'unité monétaire nationale et pourrait ne pas être mensuelle ;
 » 2^o Quant à la distinction trop absolue, semble-t-il, faite entre les représentants qui habitent la capitale, et ceux qui ne l'habitent pas. »

Le bien-fondé de ces deux observations a été unanimement reconnu par votre Commission, et celle-ci a approuvé le principe de la proposition du Gouvernement, fixant l'indemnité à 4,000 francs par an, quelque soit la durée de la session.

Mais de sérieuses objections ont été présentées à l'application du système d'indemnité annuelle, dont l'avantage est cependant certain.

On s'est demandé à qui serait due l'indemnité en cas de renouvellement partiel des Chambres, depuis la date de l'élection jusqu'au jour de la prestation de serment des nouveaux élus; d'autres hypothèses encore ont été posées, auxquelles une solution satisfaisante n'a pu être donnée.

Dans le Grand-Duché du Luxembourg, l'indemnité est payée par jour de présence ou de déplacement, aux députés qui n'habitent pas la ville. Ceux

qui habitent la ville où siège la Chambre, n'ont droit à aucune indemnité.

En France, l'indemnité est annuelle, mais cette allocation annuelle se divise par douzième, et chaque douzième se subdivise par trentième. Les membres d'une législature nouvelle n'ont droit au paiement de leur indemnité qu'à partir du lendemain du jour où les pouvoirs de la Chambre précédente ont pris fin.

Les droits d'un député à la jouissance de l'indemnité s'éteignent à partir du lendemain de la cessation de ses pouvoirs. En cas de démission, l'indemnité est payée au démissionnaire jusques et y compris la notification de la démission par le président de la Chambre au Ministre de l'Intérieur. En cas de décès, l'indemnité du député défunt est payée à ses héritiers jusques et y compris le jour de son décès.

Les députés nommés aux élections générales ou aux élections partielles ont droit à toucher leur indemnité à partir du lendemain du jour de leur élection.

Votre Commission n'a pas admis l'indemnité par jour, et, quant à l'indemnité annuelle divisée par douzièmes, elle y a vu le très sérieux inconvénient que les députés recevraient une indemnité même pour les mois où la Chambre ne siège pas.

Ces considérations nous ont amenés à vous proposer le maintien du système actuel de l'indemnité par mois de session.

Le Gouvernement a fixé le chiffre de l'indemnité annuelle à 4,000 francs. Nous pouvons admettre que la Chambre siège en moyenne huit mois par an. D'après les calculs du Gouvernement, l'indemnité serait donc de 500 francs par mois. La première partie de l'article 52 serait maintenue, on substituerait simplement les mots « 500 francs » aux mots « 200 florins ».

C'est à bon droit que le Gouvernement a déclaré qu'il fallait mettre fin à la distinction trop absolue entre les députés habitant Bruxelles et ceux qui habitent la province.

La grande facilité des transports permet de dire que la seule distinction qui se justifie encore réside dans les frais de déplacement.

Le Projet du Gouvernement laissait à la loi d' « *accorder, en outre, sur les chemins de fer de l'État, telle franchise qui semblera convenir.* »

Votre Commission a pensé qu'il est préférable que la Constitution tranche tous ces points. Ces questions sont délicates et il vaut mieux qu'elles soient définitivement réglées.

Deux questions ont été posées :

1^o *Y a-t-il lieu d'accorder aux députés, pendant la session, le libre parcours sur toutes les lignes de chemins de fer de l'État ?*

Cette question a été résolue négativement par douze voix contre trois.

2^o *Y a-t-il lieu d'accorder aux membres de la Chambre, qui ont leur principale résidence en province, le libre parcours sur les chemins de fer depuis cette résidence jusqu'à la ville où se tient la session ?*

Quatorze membres ont répondu affirmativement; un seul a répondu non.

Ce libre parcours serait accordé pendant toute l'année, puisque souvent, en dehors du temps de session, les députés sont appelés dans la capitale par leurs devoirs parlementaires. D'autre part, les députés ne jouissent du libre parcours qu'à partir de la gare la plus rapprochée de leur résidence. Ils n'ont droit à aucune indemnité de transport jusqu'à cette gare.

Des tarifs d'abonnements existent sur tous les chemins de fer, rien ne sera plus facile que la liquidation de cette indemnité sur les lignes autres que celles du chemin de fer de l'État.

Le Gouvernement proposait de supprimer dans l'article 52 la disposition disant : « *Ceux qui habitent la ville où se tient la session ne jouissent d'aucune indemnité.* »

La Commission s'est unanimement ralliée à cette manière de voir. Mais elle a rejeté, par quatorze voix contre une, la proposition du Gouvernement portant :

« *Cette indemnité est réduite à moitié pour ceux qui habitent la ville où se tient la session et ses faubourgs.* »

Ces différents votes faisaient tomber la proposition de MM. Dufrane, Richald et Lemonnier : « *Chaque membre de la Chambre des Représentants jouit d'une indemnité à déterminer par la loi.* »

Dans l'opinion de ces honorables membres, cette indemnité aurait consisté en jetons de présence. Cette idée n'a rencontré aucun appui dans la Commission. Celle-ci, au contraire, a reporté dans le texte constitutionnel leur proposition relative à la gratuité du parcours sur les chemins de fer.

D'après votre Commission, l'article 52 devrait être ainsi rédigé :

ART. 52. *Chaque membre de la Chambre des Représentants jouit d'une indemnité mensuelle de 500 francs pendant toute la durée de la session.*

Les députés ont droit, en outre, au parcours gratuit en chemin de fer du lieu de leur résidence principale à la ville où se tient la session.

ART. 60.

Comme le fait remarquer le Gouvernement, les princes, que leur naissance appelle à la couronne, ont envers le pays des devoirs spéciaux.

Si, comme tous les citoyens, ils ont le droit à leur majorité de contracter telle union qui est à leur convenance, il est cependant incontestable qu'un mariage inconsideré pourrait entraîner pour la Nation de fâcheuses complications.

Il y a donc lieu de concilier la liberté des princes avec les intérêts du pays. Nul n'est mieux placé pour veiller à ces intérêts que le chef de la Famille royale. Que si le prince passe outre au refus de consentement, sa volonté sera respectée, il ne sera pas dérogé au droit commun en ce qui concerne les conséquences civiles du mariage, mais les intérêts de la Nation seront en même temps sauvegardés par la sanction que le Gouvernement vous

propose d'inscrire dans la Constitution : ce prince sera déchu de ses droits à la couronne.

Le Gouvernement a complété sa proposition en prévoyant le cas où le père du prince ou le chef de la Famille royale serait dans l'impossibilité de manifester sa volonté.

Le Gouvernement proposait d'exiger le consentement du père du prince en même temps que celui du chef de la Famille royale. Il est certain que les droits du père doivent être sauvegardés et affirmés, mais un membre a fait observer que ces droits sont d'ordre purement civils et n'ont aucun caractère politique. Ils trouvent leur sauvegarde dans les dispositions du Code civil. La Constitution ne doit garantir que les intérêts de la Nation qui pourraient être compromis par une alliance impolitique.

C'est donc du Roi, comme tel, et en tant que souverain que le consentement doit être requis, et ce consentement, comme tous les actes politiques du Roi, ne pourra être valable que s'il est contresigné par un Ministre (art. 64 de la Constitution).

En cas d'impossibilité pour le Roi de manifester sa volonté, on doit exiger le consentement de ceux qui exercent ses pouvoirs dans les cas prévus par les articles 79, 81, 82, 83, et 85 de la Constitution.

Plusieurs membres se sont demandés si la déchéance doit être définitive et irrémédiable, et si, en aucun cas, le Roi ne pourrait en relever le prince qui l'aurait encourue. Diverses hypothèses ont été posées dont la solution délicate soulève de réelles difficultés d'application.

Votre Commission, en réservant un examen plus approfondi de ces difficultés, vous propose, par quatorze voix contre une et une abstention, de compléter, comme suit, l'article 60 :

*« Toutefois, serait déchu de ses droits à la couronne le prince qui se serait
» marié sans le consentement du Roi, ou de ceux qui, à son défaut, exercent
» ses pouvoirs dans les cas prévus par la Constitution. »*

ART. 61.

La modification proposée par le Gouvernement a simplement pour objet de mieux fixer le sens de l'article et de faire disparaître toute équivoque.

Elle a été adoptée par douze voix, un membre s'est abstenu.

Comme vous l'aurez remarqué, votre Commission s'est attachée à remanier le moins possible l'œuvre glorieuse des fondateurs de notre nationalité.

Partout où elle l'a pu, elle a scrupuleusement respecté le texte même de la Constitution. Elle a repoussé plusieurs propositions de révision. Elle a voulu surtout attester sa ferme volonté de maintenir un juste équilibre entre les pouvoirs et de conserver à notre patrie ce gouvernement parlemen-

taire qui lui a assuré « les soixante années les plus heureuses, les plus » paisibles, les plus prospères, les plus libres qu'il y ait dans notre histoire » depuis mille ans » (¹).

Le Rapporteur,

F. SCHOLLAERT.

Le Président,

T. DE LANTSHEERE.

(¹) M. FRÈRE-ORBAN, discours du 27 avril 1892. (*Annales parlementaires*, année 1892, p. 1097.)

ANNEXE

Texte actuel de la Constitution.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

La Belgique est divisée en provinces.

Ces provinces sont : Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la Flandre orientale, le Hainaut, Liège, le Limbourg, le Luxembourg, Namur, *sauf les relations du Luxembourg avec la Confédération germanique.*

Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de provinces.

La Belgique est divisée en provinces.

Ces provinces sont : Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la Flandre orientale, le Hainaut, Liège, le Limbourg, le Luxembourg, Namur.

Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de provinces.

Les colonies ou possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régies par des lois particulières.

Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne pourront être recrutées que par des engagements volontaires.

ART. 26.

Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des Représentants et le Sénat.

(Maintenu.)

ART. 36.

Le membre de l'une ou de l'autre des deux Chambres, nommé par le Gouvernement à un emploi salarié qu'il accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

(Maintenu.)

ART. 48.

Les élections se font par telles divisions de province et dans tels lieux que la loi détermine.

La constitution des collèges électoraux est réglée par la loi.

Le vote a lieu à la commune.

Texte actuel de la Constitution.

Texte proposé par la Commission.

ART. 52.

Chaque membre de la Chambre des Représentants jouit d'une indemnité mensuelle de 200 *florins* pendant toute la durée de la session. *Ceux qui habitent la ville où se tient la session ne jouissent d'aucune indemnité.*

Chaque membre de la Chambre des Représentants jouit d'une indemnité mensuelle de 500 *francs* pendant toute la durée de la session.

Les députés ont droit, en outre, au parcours gratuit en chemin de fer du lieu de leur résidence principale à la ville où se tient la session.

ART. 60.

Les pouvoirs constitutionnels du Roi sont héréditaires dans la descendance directe, naturelle et légitime de Sa Majesté Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

(Maintenu.)

Toutefois serait déchu de ses droits à la couronne le prince qui se serait marié sans le consentement du Roi, ou de ceux qui, à son défaut, exercent ses pouvoirs dans les cas prévus par la Constitution.

ART. 61.

A défaut de descendance masculine de Sa Majesté Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg, *il* pourra nommer son successeur, avec l'assentiment des Chambres, émis de la manière prescrite par l'article suivant.

S'il n'y a pas eu de nomination faite d'après le mode ci-dessus, le trône sera vacant.

A défaut de descendance masculine de Sa Majesté Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg, *le Roi* pourra nommer, etc. (le reste est maintenu).

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 24 FEBRUARI 1893.

HERZIENING DER ARTIKELN 1, 26, 36, 48, 52, 60 EN 61 DER GRONDWET (1).

XLVII

VERSLAG.

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SCHOLLAERT.

MIJNE HEEREN,

Namens uwe Commissie, heb ik de eer u het verslag aan te bieden over de ontwerpen van herziening van de artikelen 1, 26, 36, 48, 52, 60 en 61 der Grondwet.

De Regeering en de Kamer hebben gemeend dat het niet voldoende was de artikelen 47, 53 en 56 der Grondwet te herzien, maar dat men van de

(1) Verklaringen van de wetgevende macht, n^r 3, I (*Staatsblad* van 23 en 24 mei 1892 n^r 144 en 145).

Voorstellen tot herziening van artikel 26, n^r 14, VI.

Regeling van proceduur, n^r 19, II.

Lijst van de leden der Commissie, n^r 20, III.

Voorstel tot herziening der artikelen 52 en 57, n^r 22, IX.

Voorstel tot herziening van art. 26, n^r 24, XI.

Voorstel tot herziening der artikelen 47 en 48, n^r 33, XX.

Amendementen aan het voorstel tot herziening der artikelen 47 en 48, n^r 41, XXVIII.

Voorstel tot herziening van artikel 1, n^r 45, XXXII.

Voorstellen betreffende de herziening der Grondwet, n^r 46, XXXIII.

Nota betreffende de voorstellen tot herziening die begrepen zijn in n^r 46, XXXIII, hierboven, n^r 48, XXXV.

Tabel der stemmingen uitgebracht door de Commissie der Kamer over de verschillende voorstellen tot herziening en de vraagstukken die er betrekking op hebben, op 14 januari 1893, n^r 55, XLII.

Tabel der stemmingen uitgebracht door de Commissie der Kamer over de verschillende voorstellen tot herziening en de vraagstukken die er betrekking op hebben, op 30 januari 1893, n^r 57, XLIV.

N^r 20, III.

gelegenheid van het ontwerp van herziening « gebruik moest maken om te » onderzoeken of 't niet goed zou zijn ook eenige andere wijzigingen van » ondergeschikt belang aan de Grondwet toe te brengen ».

Uwe Commissie heeft de verschillende voorstellen aandachtig onderzocht. Zij heeft de leden gehoord van wie de voorstellen zijn uitgegaan, en de Regeering was in iedere harer zittingen vertegenwoordigd.

Ziehier den uitslag van haar onderzoek :

ARTIKEL EEN.

De tegenwoordige tekst van artikel één luidt :

« ART. 1. *België is verdeeld in provinciën.*
 » *Die provinciën zijn : Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-*
 » *Vlaanderen, Henegouw, Luik, Limburg, Luxemburg, Namen, BEHOUDENS*
 » *DE BETREKKINGEN VAN LUXEMBURG MET DEN DUITSCHEN BOND.*
 » *Het komt aan de wet toe, zoo noodig, het grondgebied in meer provinciën*
te verdeelen. »

Zooals de Regeering, in de zitting der Kamer van Volksvertegenwoordigers, den 2 februari 1892, verklaarde, zijn de woorden « *behoudens de betrekkingen van Luxemburg met den Duitschen Bond* » voortaan zonder doel.

Die woorden, welke reeds in artikel 2 der Nederlandsche grondwet stonden, werden overgenomen in het decreet van 18 november 1830, waarbij het nationaal Congres de onafhankelijkheid van het belgisch volk uitriep. Zij werden het insgelijks in artikel 1 der Grondwet, omdat, zegde de verslaggever, het Congres *zijn stellig voornemen had uitgedrukt niet af te wijken van de betrekkingen der provincie Luxemburg met den Duitschen Bond... en den band te eerbiedigen die eene geduchte vesting toevertrouwde aan de bewaking van dien Bond.*

De grenzen des Rijks werden voor goed bepaald den 19 april 1839 door het verdrag der XXIV artikelen, hetwelk ons de stad Luxemburg en een aanzienlijk gedeelte van 't Groot-Hertogdom ontnam. Het stelde, voor het overige dier provincie, een einde aan hare betrekkingen met Duitschland.

Uwe Commissie verzoekt u dus eenparig de voorbehouding welke in paragraaf 2 van artikel 1 der Grondwet geschreven is, te laten wegvallen.

Zij is het met de Regeering eens om te denken, dat het goed ware dat de Grondwet het beginsel regelde van de verwerving en de stichting van koloniën. Deze zouden van het nationaal grondgebied geen deel uitmaken. De gewone wetgever zou gelast worden alles te bepalen wat het koloniale stelsel aanbelangt en tevens de burger- en politieke rechten te regelen van de aan de belgische heerschappij onderworpen bevolkingen.

De toeneming onzer bevolking, de gedurige uitbreiding onzer nijverheid, de hinderpalen die onze uitvoer alom ontmoet, doen alle vaderlanders wenschen dat er voor de nationale bedrijvigheid nieuwe landen geopend

worden. Wij werden op die baan vooruitgestreefd door onzen Vorst, wiens verlichte ondernemingsgeest en standvastige wilskracht voor ons vaderland een uitgestrekt land hebben geopend, waarvan het, wanneer het zulks begeert en wanneer het zulks acht met zijne belangen overeen te komen, de suzeriniteit zal kunnen aanvaarden.

De groote meerderheid van uwe Commissie is overtuigd dat de Grondwet in uitdrukkelijke bewoordingen de regeling van het regiem der koloniën aan den gewonen wetgever moet toevertrouwen.

Maar ze meent dat het niet noodig is — zooals de Regeering voorstelt — van de nieuwe bepaling een afzonderlijk artikel te maken. Ze heeft gemeend dat het beter was de nummers van de artikelen der Grondwet niet te veranderen. De bepaling zou dus eene paragraaf uitmaken van artikel 1.

De achtbare heer Heynen stelde voor te zeggen: *In geval van verwerving of stichting van koloniën, zal het beheer daarvan door de wet worden geregeld.*

En de achtbare heer Woeste: *De wet regelt, zoo noodig, het regiem der koloniën.*

Deze laatste tekst werd door de Commissie, in hare zitting van 26 november 1892, aangenomen met twaalf stemmen tegen twee en vier onthoudingen.

Den 31^{en} december daarna liet de Regeering hare voorstellen aan de Commissie geworden. Zij luiden: « *De koloniën of overzeesche bezittingen die België zou kunnen verwerven, zouden door afzonderlijke wetten worden beheerd.* »

Men deed opmerken dat, in alle bepalingen der Grondwet, de tegenwoordige tijd der aantoonende wijs gebezigd wordt en dat men, om de overeenstemming tusschen de termen te behouden, dien tijd moest bezigen en de woorden *zou kunnen* en *zouden* door *kan* en *worden* vervangen.

Behoudens deze opmerking, aanvaardde de Commissie het voorstel der Regeering met veertien stemmen tegen ééne.

Volgens het medelid dat tegen stemde, moest alleen de grondwetgevende vergadering het recht hebben om, mits inachtueming van al de formaliteiten die bij artikel 131 der Grondwet worden aangeduid, over de verwerving van koloniën uitspraak te doen, zoo ernstig en belangrijk is die beslissing.

Uwe Commissie heeft gemeend zich te moeten vereenigen met den tekst der Regeering liever dan met den tekst der Commissie van den Senaat. De eerste is breeder; zoo min als de tweede laat hij toe de inrichting eener kolonie te beschouwen als eene uitbreiding van 't nationaal grondgebied, welker inwoners noodzakelijk al de rechten van den belgischen burger zouden genieten. De toevoeging van zulk grondgebied blijft beheerd door artikel 68 der Grondwet, terwijl de gewone wetgever uit artikel 1 het recht zal putten om te beslissen of het, ja dan neen, gepast is eene kolonie te verwerven of te stichten.

Wat het verleenen van een protectoraat betreft, men heeft aangenomen dat zulk recht ontegensprekelijk bestond voor de wetgevende macht en dat, hoewel 't misschien niet noodig is zulks in de Grondwet uitdrukkelijk te zeggen, nies echter zich tegen de bevestiging van dat recht verzette.

Een lid heeft in bedenking gegeven, dat indien het billijk is dat alle Belgen verplicht zijn den geboortegrond te verdedigen, het toch niet aan te nemen is dat men ze kunne dwingen om hun bloed te vergieten of hun leven te wagen voor de verdediging van bezittingen welke men in verre landen zou kunnen verwerven.

Dat lid stelde dus voor den tekst der Regeering aldus aan te vullen : *De troepen, bestemd om die landen te verdedigen, zullen slechts mogen geworven worden bij middel van vrijwillige dienstneming.*

De Commissie aanvaardde dat voorstel met tien stemmen tegen drie. Zij bedoelt alle troepen, der land- of zeemacht, DIE BESTEMD ZIJN OM DE OVERZEESCHE BEZITTINGEN TE VERDEDIGEN.

Ze wil alzoo de hulp niet verstooten die een schip of de soldaten der zeemacht die het aan boord zou hebben, in tijd van nood zou kunnen bewijzen aan koloniale troepen die in een groot gevaar verkeerden.

Uwe Commissie stelt u dus dezen tekst voor :

ART. 1. *België is verdeeld in provinciën.*

Deze provinciën zijn : Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouwo, Limburg, Luik, Luxemburg en Namen.

Het komt aan de wet toe, zoo noodig, het grondgebied in een grooter getal provinciën te verdeelen.

De koloniën of overzeesche bezittingen of protectoraten welke België kan verwerven worden door afzonderlijke wetten beheerd. De troepen, tot de verdediging dier landen bestemd, zullen slechts geworven mogen worden bij middel van vrijwillige diensneming.

ART. 26.

De Koning mag weigeren eene wet te bekrachtigen; hij heeft het recht de Kamers te ontbinden. De Regeering heeft gemeend dat het goed zou zijn aan het Hoofd van den Staat het recht te verleenen om zich in rechtstreeksche betrekking met het kiezerskorps te stellen ten einde het te raadplegen. Ze stelde voor in de Grondwet eene bepaling op te nemen die aan de wet de zorg overlaat te zeggen in welke gevallen en in welke voorwaarden de Koning het kiezerskorps rechtstreeks zal mogen raadplegen.

Dat nieuwe denkbeeld boezemde eene billijke vrees in. Was dat rechtstreeksch beroep op de natie niet blijkbaar in strijd met het beginsel zelf van het stelsel der volksvertegenwoordiging? Was het geene eerste toepassing der rechtstreeksche wetgeving? Zou de wetgevende macht, verre van er eene nieuwe kracht uit te putten, niet nu en dan verplicht zijn zich met die raadpleging te behelpen? Zou ze haar ontzag en hare vrijheid behouden, en zou ze niet verplicht zijn voor het uitgebracht advies het hoofd te bukken?

Welk zou, van den anderen kant, voortaan het gezag der Kamers zijn?

De Regeering, door de verzoenende gevoelens gedreven die haar altijd bezielen, gaf toe aan de wenschen van verreweg de meeste volksvertegenwoordigers en senatoren. Zij verklaarde dat zij meende niet te moeten aandringen, hoewel overtuigd blijvende dat de maatregel, door haar voorge-

steld, goede uitslagen zou opgeleverd hebben, maar dat men hem niet wel begrepen had.

Die verklaring werd met levendige voldoening vernomen.

Intusschen ontving de Commissie twee voorstellen, het eene van den heer Hanssens, het andere van de heeren Feron, Lepoutre, Thiriar, Janson, Lambotte en Richald. Ze kenden den Koning het recht van raadpleging in zekere bepaalde gevallen toe. Het tweede maakte 't referendum zelfs verplichtend voor den Koning, wanneer het *gevraagd wordt door honderdduizend kiezers of door vijf provincieraden, of door gemeenteraden een cijfer vertegenwoordigende van ten minste een millioen inwoners*.

De achtbare heer Janson verklaarde bovendien dat hij het voorstel, waarvan de Regeering had afgezien, voor zijne rekening overnam.

Het vraagstuk van 't referendum werd dus onderzocht, de voorstanders van dien maatregel zagen er het voordeel in, den wil van de gansche massa der natie te doen kennen over een bepaald vraagstuk, want, volgens hen, zouden, zelfs onder een beperkt kiesstelsel, niet enkel de kiezers, maar alle mannelijke en meerderjarige burgers worden geraadpleegd.

De Koning, door de partijen in verschillenden zin aanzocht, zou zich kunnen wenden tot zijn volk. Men zou er bij gevolg belang bij hebben de massa over alle groote vraagstukken in te lichten. Het referendum zou een machtig middel worden om de politieke opvoeding des volks te vormen. Ook zou het recht om zich tot het referendum te wenden niet het uitsluitend voorrecht des Konings moeten blijven; de ware souverein, het volk, zou van zijnen kant in bepaalde gevallen het recht moeten hebben om te eischen dat men er zich toe wende.

Deze argumenten toonden duidelijk het karakter en de gevaren van de aanprezen nieuwigheid aan. De Regeering beschouwde ze als een wapen, als een centrum van weerstand tegen de democratie, als eene betoomende macht in 's Konings handen, om tijd te geven tot nadenken en de hevigheid van 't eerste oogenblik te temperen, en nu werd het referendum gevraagd om de rechten der menigte nog meer uit te breiden en het overwicht van 't getal te verzekeren niet alleen op de wetgevende Kamers, maar op het gezag zelf.

't Was de miskennis van al onze regeeringsbeginselen; de vervanging van het parlementaire stelsel door de rechtstreeksche wetgeving; de verplaatsing der nationale souvereiniteit die heden in de aangestelde lichamen berust.

Zoo bracht men ook de beste hervormingen in gevaar, welke niet immer aanstonds door de volksmassa worden begrepen en welke hen, die ze hebben voorgesteld, meermaals eenigen tijd bij het volk onbemind doen worden.

De drie voorstellen der heeren Janson, Hanssens en Feron, achtereenvolgens in stemming gelegd, werden verworpen met vijftien stemmen tegen drie.

ART. 36.

De achtbare heer de Hemptinne stelde eene afwijking voor van den regel

vervat in artikel 36 der Grondwet, *door de bijvoeging eener bepaling zeggende dat de leden der twee Kamers, die tot minister worden benoemd, niet moeten herkozen worden.*

De Regeering, bij monde van den heer Minister van Binnenlandsche zaken, hoewel hare waardeering over den grond der kwestie voorbehoudende, verklaarde zich niet tegen de inoverwegingneming van dat voorstel te verzetten. Het werd maar aangenomen met zes-en-veertig stemmen tegen vier-en-veertig.

De verklaring tot herziening werd aangenomen met acht-en-zeventig stemmen tegen twee-en-vijftig, hoewel de Regeering had verklaard dat zij er zich mede vereenigde.

De beweegredenen, ingeroepen door den heer de Hemptinne, zijn voorzeker niet ongegrond, maar andere argumenten van onbetwistbare waarde pleiten voor 't behoud van den bestaanden regel.

De Koning mag zijne ministers kiezen onder de leden der twee Kamers. Zooals de heer Thonissen in zijn commentaar van artikel 88 doet opmerken, wordt die bepaling gewettigd door 't vertrouwen des volks in hen die het waardig heeft geoordeeld om de hoogste magistratuur der natie waar te nemen. Wanneer de Souverein een lid der Kamers kiest, *is 't voldoende zich te verlaten op de wijsheid van het kiezerskorps, hetwelk immer moet geraadpleegd worden wanneer zijne lasthebbers door de Regeering tot een bezoldigd ambt worden benoemd.*

Vruchteloos zal men opwerpen dat het hoofd van den Staat zijne ministers buiten het Parlement mag benoemen en dat zelfs, wanneer een tot minister benoemde afgevaardigde niet herkozen wordt, hij daarom zijne portefeuille niet verliest.

Wat men in den tot een bezoldigd ambt benoemden afgevaardigde moet vrijwaren is de rechtschapenheid zijner stemming.

Het kiezerskorps heeft de keus van 't hoofd van den Staat niet af te keuren of nietig te verklaren; het heeft slechts uit te spreken over de daad zijns verkozenen die een bezoldigd ambt aanvaardt.

Men moet, zooals de heer graaf de Kerchove de Denterghem zegde, om de waardigheid der Kamer ongeschonden te handhaven, zelfs de verdenking van omkooprij vermijden. (Zitting van 28 februari 1892, *Handelingen der Kamer*, bl. 709.)

Uwe Commissie heeft, met tien stemmen tegen vier en eene onthouding, het voorstel om artikel 36 te wijzigen verworpen, en den tegenwoordigen tekst behouden.

ART. 48.

De verkiezingen, zegt artikel 48, geschieden bij zulke afdeelingen van provinciën en in zulke gemeenten als de wet bepaalt.

Eene groote uitbreiding van 't kiesrecht brengt de noodzakelijkheid mede om aan alle kiezers de uitoefening van hun recht te vergemakkelijken. 't Is derhalve niet meer practisch, men zou kunnen zeggen niet meer moge-

lijk te eischen dat de verkiezing geschiedt in de hoofdplaats van 't arrondissement en zelfs van 't kanton. De eene is meermaals al niet gemakkelijker dan de andere te bereiken. Vermits een groot getal ambachtslieden en arbeiders kiezer zullen zijn, moet men hun alle nutteloos tijdverlies en alle gelegenheden om geld te verteren voortaan sparen. Het ware goed dat de stembus, gemakkelijk te bereiken, gedurende een aangekondigde tijd open bleef en dat de kiezer alzoo het geschiktste oogenblik kon waarnemen om te gaan stemmen.

Van den anderen kant moet men insgelijks vermijden dat eene gemeente terzelfder tijd verlaten worde door het grootste getal harer mannelijke bevolking, alsook dat er te veel volk op een zelfde punt bijeen kome, dit op een oogenblik dat de strijd hevig is en dat de gemoederen zeer opgewonden zijn.

De stemming in de gemeente alleen is in staat om het noodige gemak te geven, en ze levert de bezwaren niet op welke men dient te vermijden.

Men heeft echter opgeworpen dat het geheim der stemming en de vrijheid des kiezers er misschien geene voldoende waarborgen in vonden.

Die vrees blijkt niet gegrond te zijn : de tegenwoordige gemeenteverkiezingen hebben, betrekkelijk, tot niet meer klachten of misbruiken aanleiding gegeven dan de verkiezingen voor de provincie of voor de Kamers.

Een enkel geval zou zich kunnen voordoen in zeer dun bevolkte gemeenten, waar 't getal kiezers te gering zou zijn : het klein getal dezer laatsten zou misschien zeker gemak geven om de wijze waarop zij stemmen na te gaan. — Maar deze opwerping was voorzien door de Regeering die, in de formule welke zij aanbiedt, juist voor dat geval de mogelijkheid eener uitzondering voorziet op den algemeenen regel der stemming in de gemeente. De wetgever zal aanduiden welk minimum getal kiezers eene gemeente moet hebben om een afzonderlijk kiesbureel te vormen. Wordt dat cijfer niet bereikt, dan worden de kiezers dier gemeente geroepen om in eene naburige gemeente te stemmen.

Het onaangename der verplaatsing zal dus de uitzondering worden, en de verplaatsing zal dan nog niet groot zijn.

Die verschillende beweegredenen hebben de groote meerderheid uwer Commissie aangezet om u, in overeenstemming met de Regeering, voor te stellen dat de verkiezingen in de gemeenten plaats hebben, behoudens de uitzonderingen bij de wet te bepalen (twaalf stemmen tegen vijf).

De Regeering had dat voorstel in verband gebracht met artikel 47. Uwe Commissie is van gevoelen dat het beter op zijne plaats zou komen onder artikel 48. Ze heeft het er dan ook onder gebracht.

Eene andere belangrijke wijziging wordt door de Regeering voorgesteld. Ze bestaat in de schrapping der woorden *van provinciën*, en haar doel is den wil der leden van de Constituante duidelijk te kennen te geven om iederen hinderpaal voor de opneming in onze kieswetten, hetzij van de vertegenwoordiging der belangen, hetzij van de evenredige vertegenwoordiging te doen verdwijnen.

Dat is geene goedkeuring van de eene of de andere dier hervormingen. 't Is eenvoudig de aanduiding, dat indien de meerderheid der natie heilzaam achtte een van beide in onze wetten op te nemen, wij willen dat men tegen die nieuwigheid geene opwerping kunne maken, getrokken uit den tekst der Grondwet.

Om er toe te geraken de evenredige vertegenwoordiging toe te passen, zouden zekere provinciën slechts één kiescollege moeten vormen. Men zou kunnen beweren dat artikel 48 zich tegen zulke uitgebreide colleges verzet, vermits het wil dat de verkiezingen bij *afdeelingen van provinciën* geschieden.

De vertegenwoordiging der belangen heeft, zooals hare benaming aanduidt, tot grondslag de indeeling der kiezers in beroepsgroepen eerder dan volgens grondgebiedsomschrijvingen. Ze vermijdt de staking van stemmen en hare verwarring; ze wil dat de waarde van iedere stem zooveel mogelijk in verhouding zij tot den maatschappelijken stand van den kiezer; ze wil dat ieder groot belang vertegenwoordigd zij door eenen lasthebber die bijzonder gelast is het te verdedigen.

Hier weer hadde men aan de voorstanders van dat stelsel artikel 48 kunnen tegenwerpen, hetwelk slechts grondgebiedsafdeelingen voorziet, en hun antwoorden dat alle andere groepeeringswijze der kiezers stilzwijgenderwijze door de Grondwet wordt verboden.

Zonder de toekomst te willen verbinden, heeft uwe Commissie met twaalf stemmen tegen twee en eene onthouding, het voorstel der kiezing aanvaard.

Men zou kunnen denken dat de bepaling van artikel 48, zooals ze in het ontwerp der Regeering is opgesteld, zonder beteekenis is. 't Zou verkeerd zijn, want ze heeft voor doel het recht om de territoriale verdeelingen te regelen, alleen over te laten aan den wetgever. Zonder deze bepaling zou men kunnen beweren dat een koninklijk besluit voldoende zou wezen om ze te regelen.

Ten einde dat doel nog nauwkeuriger te bepalen, heeft uwe Commissie aan den tekst, door de Regeering voorgesteld, eene wijziging toegebracht.

Artikel 48 zou dus luiden :

« *De samenstelling der kiescolleges wordt geregeld door de wet.*

» *De stemming zal plaats vinden in de gemeente.* »

ART. 52.

In hare verklaring van 1 februari 1892 (*Oorkonden*, n^o 86), vindt de Regeering dat het goed ware artikel 52 te wijzigen :

« 1^o Ten aanzien van de bepaling der vergoeding, die zou moeten in
» betrekking zijn met de nationale munteenheid, en die anders dan
» eene maandelijksche vergoeding zou kunnen wezen;

» 2^o Ten aanzien van het al te volstrekt onderscheid hetwelk, schijnt het,
» gemaakt wordt tusschen de volksvertegenwoordigers die de hoofdstad
» bewonen en hen die ze niet bewonen. »

De gegrondheid dezer twee opmerkingen is eenparig erkend geworden

door uwe Commissie, en deze heeft het grondbeginsel goedgekeurd van het voorstel der Regeering om de vergoeding op 4,000 frank per jaar te bepalen, onaan gezien den duur van den zittijd.

Maar tegen de toepassing van het stelsel der jaarlijksche vergoeding, welks voordeel nochtans onbetwistbaar is, heeft men ernstige opwerpingen gemaakt.

Men heeft zich afgevraagd aan wie de vergoeding verschuldigd zal wezen wanneer de Kamers gedeeltelijk worden vernieuwd, tusschen den datum der verkiezing en den dag dat de nieuw gekozenen hunnen eed afleggen; nog andere veronderstellingen heeft men gedaan, die men niet voldoende kon beantwoorden.

In het Groot-Hertogdom Luxemburg, wordt de vergoeding betaald per dag aanwezigheid of verplaatsing, aan de afgevaardigden die de stad niet bewonen. Zij die in de stad wonen waar de Kamer haren zetel heeft, hebben geen recht op vergoeding.

In Frankrijk is de vergoeding eene jaarlijksche vergoeding maar deze wordt per twaalfde deel betaald, en ieder twaalfde is onderverdeeld in dertig deelen. De leden eener nieuwe wetgeving hebben maar recht op de betaling hunner vergoeding te beginnen van daags na den dag waarop de vorige Kamer opgehouden heeft te bestaan.

De rechten van een afgevaardigde op het genot der vergoeding houden op daags na dat zijne geloofsbrieven een einde genomen hebben. Neemt hij zijn ontslag, dan wordt zijne vergoeding hem betaald tot en met de kennisgeving van het ontslag door den voorzitter der Kamer aan den Minister van Binnenlandsche Zaken. Ingeval van overlijden, wordt de vergoeding van den afgestorven afgevaardigde aan zijne erfgenamen tot en met den dag des overlijdens betaald.

De afgevaardigden die bij algemeene of gedeeltelijke verkiezingen zijn benoemd, hebben recht op hunne vergoeding, te beginnen van den dag na hunne verkiezing.

Uwe Commissie heeft de per dag te betalen vergoeding afgewezen, en in de verdeling der jaarlijksche vergoeding in twaalf deelen zag zij dit zeer ernstig bezwaar dat de volksvertegenwoordigers eene vergoeding zouden bekomen zelfs voor de maanden dat de Kamer niet vergadert.

Die beschouwingen hebben ons bewogen om u voor te stellen het tegenwoordig stelsel der vergoeding, per maand zittijd, dit is te handhaven.

De Regeering heeft het cijfer der jaarlijksche vergoeding op 4,000 frank bepaald. Wij kunnen aannemen dat de Kamer gemiddeld acht maanden 's jaars vergadert. Volgens de berekeningen der Regeering zou de vergoeding dus 500 frank per maand zijn. Het eerste gedeelte van artikel 52 zou behouden worden, men zou eenvoudig de woorden 200 *gulden* vervangen door 500 *frank*.

Te recht heeft de Regeering verklaard dat er een einde moest komen aan het al te streng onderscheid tusschen de volksvertegenwoordigers die te Brussel en hen die in de provincie wonen.

Het gemakkelijk verkeer laat toe te zeggen dat het eenig onderscheid hetwelk nog aan te nemen is in de reiskosten bestaat.

Het ontwerp der Regeering liet aan de wet de zorg over om *bovendien op de spoorwegen zulk vrij verkeer toe te staan als gepast zou blijken.*

Uwe Commissie heeft gemeend dat het beter is door de grondwetgevende Kamer te laten beslissen al die punten. Die punten zijn kiesch, en 't is beter ze voor goed te regelen.

Er waren twee vragen gesteld :

1° Is 't noodig aan de afgevaardigden, gedurende den zittijd, vrij verkeer op alle lijnen van den staatsspoorweg te verleenen ?

Die vraag is ontkennend beantwoord met twaalf stemmen tegen drie.

2° Is 't noodig aan de kamerleden, die hunne voornaamste verblijfplaats in de provincie hebben, vrij verkeer op den spoorweg te verleenen tusschen die verblijfplaats en de stad waar de zittijd gehouden wordt ?

Veertien leden, hebben ja, een enkel lid heeft neen geantwoord.

Dat vrij verkeer zou voor 't gansche jaar verleend worden, vermits de afgevaardigden dikwijls buiten den zittijd door hunne parlementaire plichten naar de hoofdstad worden geroepen. Van den anderen kant genieten de afgevaardigden het vrij verkeer slechts te beginnen van de statie die het dichtst bij hunne verblijfplaats ligt. Zij bekomen geene vergoeding van vervoer naar die statie.

Er bestaan op alle spoorweglijnen abonnementstarieven; niets zou gemakkelijker zijn dan die vergoeding voor andere dan de Staatslijnen te regelen.

De Regeering stelde voor in artikel 52 de volgende bepaling te schrappen : *« Zij die de stad bewonen waar de zittijd gehouden wordt, genieten geene vergoeding. »*

De Commissie heeft die zienswijze eenparig aanvaard. Maar met veertien stemmen tegen eene heeft zij het volgende voorstel der Regeering verworpen :

« Die vergoeding wordt met de helft verminderd voor hen die de stad » waar de zitting gehouden wordt, en hare voorsteden bewonen. »

Die verschillende stemmingen deden het voorstel vervallen van de heeren Dufrane, Richald en Lemonnier : *Ieder lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers geniet eene vergoeding, door de wet te bepalen.*

Volgens die achtbare medeleden zou die vergoeding in aanwezigheidspenningen bestaan. Dat denkbeeld vond in den schoot der Commissie geen de minste ondersteuning. De Commissie heeft integendeel hun voorstel om het vrij verkeer op de spoorwegen te verleenen, in den tekst der Grondwet opgenomen.

Volgens uwe Commissie, zou artikel 52 moeten luiden als volgt :

ART. 52. *Ieder lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers geniet eene maandelijksche vergoeding van 500 frank gedurende den ganschen zittingd.*

De afgevaardigden hebben daarenboven recht op het vrij spoorwegverkeer tusschen hunne verblijfplaats en de stad waar de zittingd gehouden wordt.

ART. 60.

Zooals de Regeering doet opmerken, hebben de prinsen, die hunne geboorte tot de kroon roept, jegens het land bijzondere plichten te vervullen.

Al hebben ze, als alle burgers, bij hunne meerderjarigheid, het recht om volgens goetvinden te trouwen, toch zou een onbezonnen huwelijk voor de natie de jammerlijkste gevolgen kunnen hebben.

De vrijheid der prinsen moet dus overeen worden gebracht met de belangen des lands. Niemand is beter in staat om over die belangen te waken dan het hoofd der Koninklijke Familie. Weigert de prins zich aan de weigering van toestemming te onderwerpen, zoo zal zijn wil worden geëerbiedigd; men zal ten aanzien van de burgerlijke gevolgen des huwelijks van 't algemeen recht niet afwijken, maar de belangen der natie zullen tevens gevrijwaard worden door de bekrachtiging welke de Regeering u voorstelt in de Grondwet te schrijven : die prins zal van zijne rechten op de kroon vervallen verklaard zijn.

De Regeering heeft haar voorstel aangevuld door 't geval te voorzien dat de vader des prinsen of het hoofd der Koninklijke Familie zich in de onmogelijkheid zou bevinden om zijnen wil uit te drukken.

De Regeering stelde voor de toestemming te eischen van den vader des prinsen terzelfdertijd als die van 't hoofd der Koninklijke Familie. 't Is zeker dat de rechten des vaders moeten gevrijwaard en erkend worden; maar een lid heeft in bedenking gegeven dat die rechten een louter burgerlijk en geen politiek karakter hebben. Zij vinden hunne bescherming in de bepalingen van het burgerlijk Wetboek. De Grondwet moet slechts de belangen der natie beschermen, die door een onpolitiek huwelijk in gevaar kunnen gebracht worden.

't Is derhalve de Koning, in die hoedanigheid en als souverein, wiens toestemming moet geveerd worden, en die toestemming zal, gelijk alle politieke daden des Konings, slechts geldig zijn wanneer ze medeonderteekend is door eenen Minister (art. 64 der Grondwet.)

Is de Koning in de onmogelijkheid zijnen wil uit te drukken, dan moet men de toestemming eischen van hen die zijne macht uitoefenen in de gevallen welke bij de artikelen 79, 81, 82, 83 en 85 der Grondwet worden voorzien.

Verscheidene leden hebben zich afgevraagd of het verval definitief en onherroepelijk moet zijn en of de Koning het den prins die het verdiend heeft, in geen geval mag kwijtschelden. Er zijn verscheidene onderstellingen

gemaakt, welker kiesche oplossing wezenlijke moeilijkheden van toepassing opwerpt.

Uwe Commissie, eene grondigere studie dier moeilijkheden voorbehoudende, stelt u, met veertien stemmen tegen eene en eene onthouding voor, artikel 60 aan te vullen als volgt :

« Nochtans zal van zijne rechten op de kroon vervallen zijn de prins die » een huwelijk zoo hebben aangegaan zonder toestemming des Konings, of » van hen die in dezès plaats zijne macht uitoefenen in de gevallen bij de » Grondwet voorzien. »

ART. 61.

De wijziging, door de Regeering voorgesteld, heeft geen ander doel dan den zin van 't artikel beter te bepalen en iederen twijfel weg te nemen.

Ze is met twaalf stemmen aangenomen geworden. Een lid heeft zich onthouden.

Zooals gij zult hebben opgemerkt, heeft uwe Commissie er zich op toegelegd om het roemrijk werk van de stichters onzer nationaliteit zoo weinig mogelijk te veranderen.

Overall waar 't haar mogelijk was heeft ze den tekst zelf der Grondwet geëerbiedigd. Ze heeft verscheidene voorstellen tot herziening verworpen. Ze wilde vooral haren vasten wil te kennen geven een billijk evenwicht tusschen de machten te behouden en die parlementaire regeering te handhaven, aan welke ons vaderland « de zestig gelukkigste, vreedzaamste en vrijste jaren te danken heeft welke in onze geschiedenis sedert duizend jaren voorkomen ⁽¹⁾ ».

De Verslaggever,

F. SCHOLLAERT.

De Voorzitter,

T. DE LANTSHEERE.

(¹) De Heer FRÈRE-ORBAN, redevoering van 27 april 1892 (*Handelingen der Kamer*, jaargang 1892, bl. 1097).

BIJLAGE.

Tegenwoordige tekst der Grondwet.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ARTIKEL EEN.

België is verdeeld in provinciën.

Deze provinciën zijn : Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouw, Luik, Limburg, Luxemburg, Namen, *behoudens de betrekkingen van Luxemburg met den Duitschen Bond.*

Het komt aan de wet toe, zoo noodig, het grondgebied in een grooter getal provinciën te verdeelen.

België in verdeeld in provinciën.

Deze provinciën zijn : Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouw, Luik, Limburg, Luxemburg, Namen.

Het komt aan de wet toe, zoo noodig, het grondgebied in een grooter getal provinciën te verdeelen.

De koloniën of overzeesche bezittingen of protectoraten die België verwerven kan, worden door afzonderlijke wetten beheerd.

De troepen, tot de verdediging dier landen bestemd, mogen slechts geworven worden door vrijwillige dienstneming.

ART. 26.

De wetgevende macht wordt gezamenlijk uitgeoefend door den Koning, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en den Senaat.

(Behouden.)

ART. 36.

Hij die, lid zijnde van eene der beide Kamers, door de Regeening tot een bezoldigd ambt benoemd wordt en het aanvaardt, houdt onmiddelijk op deel uit te maken van de vergadering en hermeent zijne bedieningen maar krachtens eene nieuwe verkiezing.

(Behouden.)

ART. 48.

De verkiezingen geschieden bij zoodanige afdeelingen van provincie en in zoodanige plaatsen als de wet bepaalt.

De samenstelling der kiescolleges wordt door de wet geregeld.

De stemming geschiedt in de gemeente.

ART. 52

Ieder lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers geniet eene maandelijksche vergoeding van 200 gulden, zoolang de zitting duurt. *Zij die de stad bewonen waar de zitting gehouden wordt, genieten geene vergoeding hoegenaamd.*

Ieder lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers geniet eene maandelijksche vergoeding van 500 *frank*, zoolang de zitting duurt.

De afgevaardigden hebben bovendien, recht op het vrij verkeer per spoorweg tusschen hunne voornaamste verblijfplaats en de stad waar de zitting wordt gehouden.

ART. 60.

De grondwettelijke macht van den Koning is erfelijk in de rechtstreeksche, natuurlijke en wettige afstamming van zijne Majesteit Leopold-Georg-Christiaan-Frederik van Saksen-Coburg, van mannelijken afstammeling op mannelijken afstammeling, naar orde van eerstgeboorte en met eeuwige uitsluiting der vrouwen en dezer afstamming.

(Behouden.)

Niettemin zou de Prins, die een huwelijk zou hebben aangegaan zonder de toestemming van den Koning of van hen die in dezes plaats zijn macht uitoefenen in de gevallen bij de Grondwet voorzien, vervallen verklaard zijn van zijne rechten op de kroon.

ART. 61.

Bij gemis van mannelijke afstammelingen van Zijne Majesteit Leopold-Georg-Christiaan-Frederik van Saksen-Coburg, zal *hij* zijnen opvolger mogen benoemen, mits toestemming der Kamers, uitgebracht op de wijze die door het voorgaande artikel wordt bepaald.

Werd er geene benoeming gedaan volgens de hierboven vermelde wijze, dan is de troon onbezet.

Bij gemis van mannelijke afstammelingen van Zijne Majesteit Leopold-Georg-Christiaan-Frederik van Saksen-Coburg, zal *de Koning* mogen benoemen, enz. (het overige wordt behouden).